

# LE BOLCHEVIK



LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE - Section sympathisante de la TENDANCE SPARTACISTE INTERNATIONALE

## Pour une grève générale combative pour écraser le plan d'austérité

### Non à l'Union de la Gauche!

Le 11 octobre -- /.../ La grève générale d'un jour, le 7 octobre, a considérablement dépassé en importance celle de décembre 1973, qui venait dans le sillage des premiers gains électoraux du front populaire cette année-là. La grève de cette année a été une démonstration de force calculée par la gauche en préparation des élections de 1978, à un moment où la majorité de Giscard fond rapidement.

Bien que les gaullistes soutiennent encore formellement le gouvernement, les tensions entre les Républicains Indépendants, les Centristes et l'UDR de Chirac ont été grandes ces derniers mois et ont été couronnées par la démission de Chirac en août dernier. Giscard voulait lancer ses partisans dans la campagne électorale en prenant d'énergiques mesures anti-inflationnistes et en réformant le système archaïque des impôts. /.../

#### "UNION, ACTION, PROGRAMME COMMUN"

L'importance de la manifestation de jeudi était due à la fois aux capacités de mobilisation de la CGT, de la CFDT et de la FEN, et à la détermination combative du prolétariat français à défendre son niveau de vie face aux attaques du gouvernement et de l'inflation.

Ce jour là, les transports ont été bloqués pour les deux tiers, aucun journal n'est paru, le courrier n'a pas été distribué, les ordures n'ont pas été ramassées. Les transports en commun dans des villes industrielles comme Lille ou Marseille ont été totalement paralysés et la production industrielle a été considérablement réduite. Les organisateurs de la grève ont estimé qu'elle avait été suivie à 80 pour cent.

Mais malgré l'importance des manifestations et l'étendue de la grève, le trait le plus remarquable de cette grève générale est l'emprise étroite qu'ont eue sur elle les forces pro-Union de la Gauche. Leur but était de réduire l'impact de la protestation à une manifestation massive en faveur du front populaire. Tous les contingents syndicaux de la CGT défilaient en scandant "Union, Action, Programme Commun".

A la fin du cortège, la LCR, se limitant à des mots d'ordre pour la dissolution de l'Assemblée Nationale, "Giscard dehors", et quelques revendications économicistes comme la "semaine de 35 heures", s'est comportée typiquement comme la couverture de gauche du front populaire.

Les bureaucrates ont appelé à une grève générale à ce moment de l'année, en partie pour refroidir la combativité ouvrière intense qui risque de faire éclater la camisole de force de l'Union de la Gauche. Au printemps dernier, les dirigeants de la CGT ont été incapables de mettre fin aux grèves répétées à la SNCF. Les bureaucrates syndicaux ont essayé de dissiper la colère des cheminots avec leur système habituel de grèves tournantes futiles, mais ils ont finalement été obligés d'appeler à une grève générale d'un jour.

De même, avec les grèves étudiantes explosives contre le projet Haby (Cf. "Mass Student Strikes Sweep France", Young Spartacus, Juin 1976) qui ont conduit à un arrêt massif du travail dans les universités et à des confrontations de rues avec la police, l'UNEF(ex-Renouveau) du PC a été incapable d'avoir une influence significative au grand regret de la presse bourgeoise qui déplorait la baisse d'influence des "communistes respectables" dans les universités.

Alors que la grève de décembre 1973 avait été la réponse des bureaucrates aux luttes grandissantes des ouvriers, cet appel à la grève politique nationale avait pour but de briser d'avance la vague d'opposition ouvrière et étudiante au plan Barre.

## EN PREPARATION DE 1978

Mais surtout, la grève fournit à l'Union de la Gauche une occasion de mettre le gouvernement en difficulté et d'augmenter sa crédibilité auprès de la classe ouvrière, avec une démonstration de combativité en préparation aux élections de 1978. Le front populaire des Communistes/Socialistes/Radicaux de Gauche a en effet remporté 53 pour cent des voix aux élections cantonales alors que les sondages récents montrent que la popularité de Giscard est considérablement en baisse.

De plus, la "majorité présidentielle" centriste de droite commence à s'effriter. La majorité de Giscard à l'Assemblée Nationale dépend entièrement du bon vouloir des 173 députés gaullistes, alors que les Républicains Indépendants et les Centristes ne totalisent ensemble que 120 des 490 sièges.

Le conflit éclata au printemps dernier, quand les gaullistes saisirent l'occasion de la proposition de loi du gouvernement, introduisant l'impôt sur les plus-values pour la première fois dans l'histoire de la France, pour en finir avec la politique de mini-réformes de Giscard. La loi fut finalement approuvée sous la pression du président, mais non sans avoir été considérablement amendée et dénaturée par les Gaullistes en rébellion avec 600 exemptions et exceptions.

Le dénouement fut la démission de Chirac le 25 août. Depuis, il mène une campagne agressive et démagogique contre la politique "hésitante" de Giscard.

Les efforts de Chirac pour redonner vigueur au mouvement gaulliste et pour élargir sa clientèle électorale traditionnelle ne sont qu'un des aspects du jeu d'intrigues parlementaires qui se développe à l'approche des campagnes électorales.

Après avoir timidement répondu aux quelques clins d'oeil du président, les Radicaux de Gauche ont finalement résisté aux tentatives de Giscard de les embarquer dans une coalition de "centre gauche". Ils ont choisi de rester les représentants organisationnels de la bourgeoisie dans le front populaire, assurant au PCF et au PS que leur "fidélité à l'Union de la Gauche...ne peut être mise en doute" (Le Monde, 18 septembre).

Le PS, lui, a laissé ouverte la possibilité d'un rapprochement avec Giscard. C'est devenu évident quand s'est posée la question de savoir si l'Union de la Gauche présenterait une liste commune de candidats aux élections municipales du printemps prochain. Le PCF est pour une liste commune et sa proposition dans ce but a été acceptée par deux fédérations locales du PS.

Cependant, enhardi par un résultat électoral relativement fort aux élections cantonales de 1976, François Mitterrand et la direction nationale du Parti Socialiste ont remis à plus tard tout engagement formel en attendant le dénouement de la crise gouvernementale. Postulant de manière évidente le poste de premier ministre, Mitterrand déclara, le soir de la démission de Chirac: "iii. Giscard d'Estaing et moi-même, nous pouvons aider les Français, chacun à son tour, chacun à notre place, .... le cas échéant" (Le Point, 6 septembre).

### "L'EXTRÊME-GAUCHE" ET LE FRONT POPULAIRE

Les manoeuvres continuelles entre les partis de l'Union de la Gauche se répercutent parmi ses parasites "d'extrême-gauche", chacun cherchant à se tailler une place à la périphérie du front populaire. Le plus ambitieux des manoeuvriers a été le PSU social-démocrate de gauche qui a tenté de convaincre le PCF et le PS que seule une coalition élargie (c'est-à-dire incluant le PSU) pourrait assurer la victoire aux élections de 1978. Le programme utopico-réformiste du PSU de "socialisme autogestionnaire" et ses revendications sous-réformistes comme la "lutte contre les privilèges fiscaux de la bourgeoisie" ne devraient pas être des obstacles à son entrée dans le front populaire.

Fidèle à sa vision mondiale pabliste, la LCR centriste est constamment à la poursuite de combinaisons opportunistes pouvant la transformer en une nuit en organisation à influence de masse. Cette fois-ci, elle a jeté son dévolu sur "l'avant-garde large" du PSU, lui laissant bien entendre qu'elle ne se laisserait pas arrêter sur le chemin de la réussite par des problèmes mesquins comme le programme ou son héritage trotskyste. (Cf. "Mandel offre de renoncer à Trotsky, à la Quatrième Internationale", Workers Vanguard n° 117, 9 juillet 1976).

Jusqu'ici, cependant, les résultats n'ont pas été brillants. Le gros coup a été l'accord entre la fédération d'Avignon du PSU et la LCR pour la présentation d'un candidat commun "contre la candidature de la droite" (avec un appel à voter pour le candidat du PS au second tour). Cependant, alarmée par le faible résultat de 1,6 pour cent des voix que remporta le candidat commun, la direction nationale du PSU réprimanda sa fédération avignonnaise. Et elle en profita pour réaffirmer qu'il n'était pas compatible avec le "langage" du PSU de caractériser le Programme Commun de "collaborationniste de classe" et d'appeler le PC et le PS à former un gouvernement. (Rouge, 20 septembre).

Se sentant rejetée, la LCR lança des remarques cinglantes contre ceux qu'elle avait recherchés comme alliés: "Le PSU est-il prêt à participer à des listes communes avec les radicaux de gauche? Le PSU est-il prêt à accepter la référence au programme commun?" (Rouge, 20 septembre). La Ligue a de l'aplomb de poser de telles questions! N'appelait-elle pas, au second tour des élections législatives, à voter pour l'Union de la Gauche toute entière (y compris les Radicaux de Gauche bourgeois); et cette fois-ci, bien qu'elle ait fait plus tard une autocritique pour avoir soutenu les Radicaux de Gauche, la direction de la LCR s'apprête à revoter ("d'une façon critique", bien sûr) pour le front populaire.

Pendant que la LCR critique le PSU pour ne pas vouloir reconnaître la nature collaborationniste de classe du Programme Commun, les centristes de droite de l'OCI ré-enfilent leur manteau d'orthodoxie pour condamner la LCR qui ne voit pas la nature de front populaire de l'Union de la Gauche.

Mais, l'OCI comme la LCR ne font que dévoiler leur opportunisme et leur capitulation commune au front populaire, la LCR ayant un faible pour l'aile stalinienne, alors que l'OCI pencherait plutôt pour les sociaux-démocrates. En 1973, en effet, l'OCI avait gardé une façade d'orthodoxie en appelant à voter uniquement pour les partis ouvriers du front populaire. Mais aux élections présidentielles de 1974, elle appela à voter aux deux tours pour Mitterrand, candidat unique de l'Union de la Gauche bourgeoise.

Et quand la LCR se déclare prête à fusionner avec le PSU, même si cela signifie abandonner son affiliation au Secrétariat Unifié et toute référence au trotskysme, l'OCI a pour pratique de liquider ses partisans dans les partis sociaux-démocrates dans les pays où ceux-ci sont la tendance principale du mouvement ouvrier (Grande-Bretagne, Allemagne Fédérale, Portugal, Canada anglophone).

#### A BAS LE CRÉTINISME PARLEMENTAIRE

Ce qui est remarquable dans ce débat sur le front populaire mené dans les pages de Rouge et d'Informations Ouvrières où l'hôpital se moque de la charité, c'est que les mots d'ordre avancés par rapport à la crise gouvernementale actuelle, par la LCR et par l'OCI sont pratiquement interchangeables. Tous deux se sont saisis des résultats des élections cantonales pour demander la démission du "gouvernement minoritaire" de Giscard. Tous deux ont demandé la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Non seulement ce n'est que du crétinisme parlementaire dans une situation qui exige avant tout que l'arrêt de travail d'une journée soit transformé en une grève générale combative pour écraser le plan d'austérité. Mais c'est aussi un appel à peine voilé à mettre le front populaire au pouvoir, quoique la LCR et l'OCI aient soigneusement limité leurs mots d'ordre à des revendications négatives. Mais quelquefois, c'est plus explicite, comme quand la LCR écrit:

"Le PC et le PS ont signé ensemble un programme commun sur la base duquel ils se disent prêts à gouverner.... Pourquoi n'ont-ils pas exigé la dissolution de l'assemblée et des élections à la proportionnelle?"

-- Rouge, 23 septembre

Il est vrai qu'en sous-titre, l'OCI et la LCR appellent quelquefois à un gouvernement PC-PS. Mais en aucun cas ils n'avancent cette revendication de manière à opposer un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui repose sur des organes de double pouvoir de la classe ouvrière (comme par exemple des comités de grève dans une situation de grève générale) à un simple gouvernement parlementaire avec des ministres du PC et du PS. Bien au contraire, c'est d'une manière purement parlementaire qu'ils le présentent.

Une grève générale peut être une arme puissante dans les mains du prolétariat. Mais dans ce cas-ci, les bureaucrates syndicaux ont pris bien soin que rien ne leur échappe et que cette action ne soit qu'une protestation symbolique (quoique massive) et canalisée dans la collaboration de classe. L'avant-garde trotskyste doit lutter pour faire échec aux dirigeants traîtres de la classe ouvrière (les réformistes et les centristes), ouvrant ainsi la voie à une véritable offensive contre les attaques capitalistes et à la formation d'un gouvernement ouvrier basé sur les soviets.

- Pour une grève générale pour faire échec au plan Barre!
- Pas de confiance dans l'Union de la Gauche - Rompez avec les Radicaux.
- Pour un parti trotskyste en France - Pour la renaissance de la Quatrième Internationale!

(Traduit de Workers Vanguard n° 129)

# Publications de la tendance spartaciste internationale

**SPARTACIST/édition française**

Bruno Porquier, B. P. 57  
95120 Ermont, France

**SPARTACIST/edizione italiana**

Marcello Braccini  
C.P. 135  
32100 BELLUNO, Italia

**Workers Vanguard — avec Spartacist**

*Hebdomadaire de la Spartacist League, section américaine de la Tendance Spartaciste Internationale.*

Spartacist Publishing Co.  
Box 1377 GPO,  
New York, N.Y. 10001

**Young Spartacus**

Spartacus Youth Publishing Co.  
Box 825 Canal St. P.O.  
New York, New York 10013

**Women and Revolution**

Spartacist Publishing Co.  
Box 1377, GPO  
New York, NY 10001, USA

**Australasian Spartacist**

*monthly organ of the Spartacist League of Australia and New Zealand*

GPO Box 3473, Sydney,  
NSW, 2001  
Australia

**SPARTACIST Canada**

*monthly organ of the Trotskyist League of Canada*

Spartacist Canada Publishing Association,  
Box 6867, Station A,  
Toronto, Ontario,

**Kommunistische Korrespondenz**

*herausgegeben von der Trotzkistischen Liga Deutschlands*

1 Berlin 120  
Postlagerkarte A 051 429  
Postscheckkonto Berlin West: -  
503 57 — 107 (Wolfgang Hohmann)

**Bulletin der Österreichischen Bolschewiki-Leninisten**

*herausgegeben von den Österreichischen Bolschewiki-Leninisten*

Postfach 39  
1033, Vienne  
Autriche

**Pour tout abonnement et information adressez-vous à: Spartacist Publishing Co., Box 1377, GPO New York, N.Y. 10001, U.S.A.**